

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

17 MARS 2015

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets entrants et sortants mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié autorisant la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de transit, de regroupement et de tri de métaux ferreux et non ferreux et de véhicules hors d'usage dans son établissement situé 13 bis, avenue de l'Industrie à CORBAS ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2012 portant renouvellement de l'agrément de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT pour l'exploitation d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 février 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 6 février 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de CORBAS, exploité par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- aucun registre des déchets entrants et sortants n'a été mis en place,

- la traçabilité des véhicules hors d'usage n'est pas assurée et les déchets sont remis à une installation qui ne possède pas l'agrément pour leur traitement,
- l'exploitant ne possède pas de plan des réseaux de collecte des effluents, ni de consignes d'exploitation du site,
- la présence de fluide noir et épais au sol et la quantité importante de débris issus de VHU, l'état de saleté de la zone de stockage et de la zone périphérique ainsi que l'amas des déchets n'ont pas permis de constater visuellement l'état de l'intégralité de la dalle, mais il apparaît clairement que celle-ci n'est plus apte à empêcher un écoulement des eaux souillées,
- le rapport annuel de la dernière vérification du portique de détection de produits rayonnants n'a pas été présenté,
- la surveillance des rejets du site n'est pas effectuée, ni semestriellement, ni annuellement,
- des fûts ou des Grands Réservoirs Vrac (GRV) contenant des liquides susceptibles de créer une pollution ne sont pas tous sur rétention,
- il n'existe pas sur le site, ni aucune consigne, ni organes de commande permettant de placer le site en rétention vis à vis de l'extérieur dans le cas d'une pollution accidentelle,
- il n'existe également pas de consignes, plans, procédures d'urgences dans le cas d'un accident ;

CONSIDERANT donc que la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, dans son établissement de CORBAS, 13 bis avenue de l'Industrie, ne respecte pas les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité et celles des points 4.3, 4.5, 4.8.2, 4.8.4, 5.3.1, 6.1.5, 6.2.3, 6.2.4 de l'article 2 et du point 1.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé ainsi que celles des articles L 541-3 et L 541-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation des installations en cause, dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se conformer aux prescriptions des articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé et des points 4.3, 4.5, 4.8.2, 4.8.4, 5.3.1, 6.1.5, 6.2.3, 6.2.4 de l'article 2 et du point 1.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé ainsi qu'aux dispositions des articles L 541-3 et L 541-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, est mise en demeure, pour son installation 13 bis avenue de l'Industrie à CORBAS :

- dans un délai de 7 jours, de réaliser le prélèvement de l'ensemble des paramètres listés dans l'annexe 3, conformément à l'alinéa 4.5.2 du point 4.5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé. A cet effet, l'exploitant transmettra les résultats et justifiera tout dépassement, et proposera des actions correctives selon les résultats du contrôle,
- dans un délai de 10 jours, de respecter les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 précité en établissant un registre des déchets entrants et sortants. En l'absence des registres, l'exploitant devra également justifier sur quelles bases il remplit annuellement la base ministérielle GEREP relative à la déclaration annuelle obligatoire des émissions polluantes et des déchets,
- dans un délai de 15 jours :
  - de mettre en place une périodicité semestrielle et annuelle du contrôle des rejets d'eaux pluviales, conformément à l'alinéa 4.5 du point 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé, en justifiant une organisation permettant le respect des fréquences de prélèvement,
  - de transmettre un plan des réseaux du site à jour conformément aux dispositions de l'alinéa 4.3 du point 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,
  - de transmettre la justification du respect des prescriptions pour l'ensemble des fûts ou GRV, conformément à l'article L541-3 du code de l'environnement,
- dans un délai d'un mois :
  - de transmettre la justification du respect de l'alinéa 5.3.1 du point 5 de l'article 2 et du point 1.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,
  - de transmettre la justification de la mise en place des consignes d'exploitation, conformément à l'alinéa 6.2.3 du point 6.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,
  - de transmettre le rapport annuel des installations électriques réalisé par la société SCOCOTEC le 22 janvier 2015, conformément à l'alinéa 6.2.3 du point 6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,
  - de transmettre le rapport de contrôle du portique de détection de produits rayonnants et la justification d'une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'appareil de détection, en application de l'article L 541-3 du code de l'environnement,
- dans un délai de trois mois, de transmettre la justification de la prescription de l'alinéa 4.8.4 (confinement des eaux) du point 4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,
- dans un délai de six mois, de transmettre la justification du respect de l'alinéa 6.2.4 du point 6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 modifié susvisé,

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 :**

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :**

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :**

Le préfet, secrétaire général, préfet délégué à l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le 17 MARS 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint  
  
Denis BRUEL